



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Parçay-meslay, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CLMTP SARL

Zone Artisanale de la Fouquerie
7 rue de la Fouquerie
72300 Solesmes

Références : 2024 – 723
Code AIOT : 0010011865

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement CLMTP SARL implanté Lieu-dit Les Alcools 41130 Gièvres. L'inspection a été annoncée le 18/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLMTP SARL
- Lieu-dit Les Alcools 41130 Gièvres
- Code AIOT : 0010011865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLMTP exploite une plateforme de regroupement, tri et broyage de déchets ferroviaires

constituant des déchets dangereux (traverses de bois usées) et non dangereux (rails, ballast) en vue de leur valorisation ainsi que des bâtiments d'entretien et de maintenance de matériels ferroviaires sur la commune de GIEVRES.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Nature des installations	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 1	Sans objet
5	Consistance des installations autorisées	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 2	Sans objet
6	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les déficiences relevées lors du contrôle des installations électriques du 26/09/2024 par DEKRA n'ont pas été levées. L'attestation Q18 mentionne que les installations électriques peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion. La société ROMELEC a procédé à un contrôle sur site le 16/10/2024 afin d'établir un devis pour mettre en conformité les installations électriques. L'exploitant a relancé la société ROMELEC afin d'obtenir un chiffrage pour lever les déficiences.. Compte tenu que la plupart des installations, et notamment celles relatives au stockage et au broyage de traverses, ne sont pas encore mises en service, et compte tenu de l'engagement de l'exploitant, l'inspection ne propose pas dans un premier temps de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place les actions correctives pour lever les déficiences relatives aux installations électriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport afférent à la vérification des installations électriques ainsi que l'attestation Q18 après l'intervention de la société ROMELEC du 16/10/2024, doit être transmis à l'inspection dès qu'il sera disponible via l'organisme de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen du rapport de vérification du 25/09/2024 de la société DEKRA fait apparaître que le système de protection contre la foudre n'est pas conforme.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une demande qu'il a faite le 21/10/2024 à la société DEKRA afin de faire une nouvelle analyse du risque foudre (ARF) et de mettre en conformité les installations à l'issue en fonction de la conclusion de l'ARF.</p> <p>Compte tenu du fait que la plupart des installations, et notamment celles relatives au stockage et au broyage de traverses, ne sont pas encore mises en service et compte tenu de l'engagement de l'exploitant, l'inspection ne propose pas dans un premier temps de mettre en demeure l'exploitant de mettre en conformité le système de protection contre la foudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'ARF dès qu'elle sera disponible.</p> <p>Les installations devront être mises en conformité en référence à la conclusion de l'ARF.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants, selon la fréquence définie ci-dessous :</p>

<p>Type de matériel/Fréquence minimale de contrôle</p> <p>Extincteurs : Annuelle</p> <p>Réseau interne de poteaux d'incendie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérification visuelle de l'ensemble des poteaux tous les ans; - Test de débit statique et dynamique par roulement sur 5 poteaux par an; <p>Installation de détection incendie : Annuelle</p> <p>Pomperies : Semestrielle</p> <p>Installations de désenfumage : Annuelle</p> <p>Portes coupe-feu : Annuelle</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système de pomperie et les poteaux incendie n'ont pas été testés en 2024. L'exploitant a indiqué que des travaux ont été réalisés sur les installations fin 2023 par la société SATREM lors du contrôle semestriel suite à une fuite au niveau de la pomperie. L'exploitant est en attente d'une intervention de la société SATREM pour tester les installations. A noter que dans le dossier de demande d'autorisation de 2015, il est mentionné que le système de pomperie et le réseau des poteaux incendie est surdimensionné au regard des risques présents sur le site, les volumes ayant été prévus pour l'ancien dépôt d'alcool seveso seuil haut. A noter également que la plupart des installations, et notamment celles relatives au stockage et au broyage de traverses, ne sont pas encore mises en service. Compte tenu de ce qui précède, l'inspection ne propose pas dans un premier temps de mettre en demeure l'exploitant de faire réaliser la vérification du système de pomperie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre dans les meilleurs délais le rapport de vérification du système de pomperie et des poteaux incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Nature des installations

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2022, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2513-1 autorisation 2718-1 autorisation 2790-2 autorisation 2791-1 autorisation 3510 autorisation 3550 autorisation 1435-1 déclaration avec contrôle périodique 2716-2 déclaration avec contrôle périodique 2930-1.b déclaration avec contrôle périodique 2930-2.b DC2515-1.b déclaration</p>

<p>Constats :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718-1, 2790-2, 2791-1,3510 et 3550 seront progressivement mises en service au cours de l'année 2025 selon l'exploitant. Les plateformes liées à ces installations seront progressivement implantées en 2025 en fonction de la mise en service des installations.</p> <p>Les ateliers de maintenance des engins et le stockage des rails sont en service.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Consistance des installations autorisées

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Regroupement, tri et broyage de bois traité - Regroupement, tri et cisailage des rails - Réception et transit de ballast - Stockage de pièces et matériels ferroviaires de réutilisation - Entretien et maintenance de malteries ferroviaires</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir point de contrôle précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Localisation des points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet n°2 et n°3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Point de rejet n° 2 : Eaux pluviales de ruissellement provenant de la plateforme de stockage de matériaux et déchets (effluent 2 de l'article 4.3.1 du présent arrêté) et eaux pluviales de ruissellement issues de la toiture du hangar de broyage et de stockage de broyats (effluent 3 de l'article 4.3.1 du présent arrêté) et Eaux de ruissellement issues du dispositif d'abattage des poussières. Traitement approprié pour respecter les VLE imposées à l'article 4.3.9.1 Fossé d'infiltration Zone de prélèvement en sortie de station, en amont du regroupement avec le rejet 3 et du rejet dans le bassin de récupération « aval ».</p> <p>- Point de rejet n°3 : Eaux pluviales de ruissellement issues des autres zones du site (autres toitures, voiries, aire de distribution de carburants) (effluent 4 de l'article 4.3.1 du présent arrêté); Fossé d'infiltration Séparateurs d'hydrocarbures pour les surfaces de voiries et l'aire de distribution de carburants, puis bassin de récupération « aval » Regroupement avec le rejet n°2 en aval du point de prélèvement de ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations et leurs plateformes associées dont les rejets doivent être dirigées vers le point de rejet n°2 ne sont pas encore implantées.</p>

L'inspection a pu constater que le bassin de rétention ainsi que la station de traitement sont opérationnels. Elles devraient l'être progressivement au cours de l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite